

Déclaration du représentant du Royaume d'Espagne

Nous venons d'entrer dans la décennie d'action en faveur de la mise en œuvre du Programme 2030 – nous avons dix ans pour transformer le monde. Il nous faut trouver plus rapidement des solutions durables aux principaux défis que nous rencontrons, qu'il s'agisse de la pauvreté, des inégalités entre les sexes, des changements climatiques, des disparités ou encore du déficit de financement.

Selon une étude récente publiée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la plupart des indicateurs ayant trait au développement rural et à la sécurité alimentaire font état d'une stagnation des progrès, voire d'un recul. C'est pourquoi il faut agir vite.

Dans ce contexte, le FIDA est appelé à intensifier son action pour faire reculer plus efficacement la pauvreté rurale.

Nous appuyons donc l'action de Monsieur Hounbo, le Président du Fonds, visant à transformer le FIDA en profondeur et à en faire une institution à même de contribuer résolument à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Pour cela, il est nécessaire de concevoir des mécanismes de financement qui soient à la fois novateurs et prudents, de façon à éviter de prendre des risques financiers excessifs.

Le thème retenu pour cette quarante-troisième session du Conseil des gouverneurs, à savoir "Investir dans des systèmes alimentaires durables pour éliminer la faim à l'horizon 2030", est particulièrement pertinent. La durabilité est un principe essentiel si l'on veut atteindre tous les ODD.

Nous trouvons tout aussi appropriés les thèmes retenus pour orienter les débats des gouverneurs lors de la présente session, à savoir les tendances en matière de financement du développement, le lien entre paix et développement, l'emploi des jeunes et l'intégration des personnes en situation de handicap. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que nous allons entamer la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du Fonds, qui va nous aider à définir la voie que suivra le FIDA dans les années à venir.

Récemment, l'Espagne a fait un versement de 600 000 EUR au FIDA, renouant sa collaboration financière qui a tant porté ses fruits par le passé. Ce montant certes modeste témoigne toutefois de l'engagement de l'Espagne envers le Fonds, auquel elle a apporté d'importantes contributions. Ainsi, le Fonds fiduciaire espagnol pour le FIDA, doté de 300 millions d'EUR et qui célébrera ses 10 ans d'existence en 2020, a participé à transformer le modèle d'activité du FIDA et permis de financer 24 projets dans plus d'une vingtaine de pays, dont 12 ont déjà été couronnés de succès.

Par ailleurs, l'Espagne collabore activement avec le FIDA en matière de cofinancement des projets de développement. L'accord-cadre de cofinancement, sur lequel nous travaillons depuis plusieurs mois, fait l'objet d'un consensus et sera officialisé sous peu. Plusieurs projets, concernant trois pays, ont été sélectionnés pour le début de cette collaboration.

En outre, dans le cadre du Plan d'investissement extérieur de l'Union européenne, l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement pilote l'initiative InclusiFI, à laquelle participe le FIDA, qui a reçu 20 millions d'EUR sous forme de garanties du Fonds européen pour le développement durable. L'objectif est de soutenir la création d'entreprises locales dans les pays d'Afrique et les pays voisins, en permettant aux bénéficiaires, en particulier aux femmes et aux jeunes, d'avoir un meilleur accès aux services et aux nouveaux produits financiers.

L'Espagne approuve la nouvelle approche adoptée par le FIDA dans le cadre de la réforme de son architecture financière. Nous sommes convaincus que cette réforme permettra au Fonds d'avoir un impact plus important tout en garantissant sa durabilité.

Dans cet esprit de durabilité, nous nous félicitons de ce que le FIDA envisage de commencer à collaborer avec plus de pays à revenu intermédiaire. Pour cela, il est essentiel que le Fonds puisse proposer à ces pays des services financiers attractifs tout en continuant, bien entendu, d'axer ses efforts en priorité sur les pays à faible revenu.

Nous militons par ailleurs pour que le nouveau FIDA ne se caractérise pas uniquement par l'augmentation de sa capacité de mobiliser des ressources. Pour que ses interventions soient réellement porteuses de changement, le Fonds doit continuer d'attacher une grande importance aux résultats et privilégier les investissements à impact. C'est ainsi que nous pourrions atteindre les ODD d'ici à 2030, en particulier ceux ayant trait aux priorités transversales du FIDA, à savoir les changements climatiques, l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et la jeunesse.

Le Gouvernement espagnol appuie activement la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028), qu'il considère comme un moyen essentiel d'atteindre l'ODD 2 (faim zéro). Dans ce sens, nous insistons sur le rôle moteur que peut jouer le FIDA s'agissant de promouvoir l'agriculture familiale et nous lui demandons d'accorder la plus haute priorité à la mise en œuvre efficace de la Décennie aux niveaux mondial, régional et national.

Avant de conclure, je souhaite souligner que l'Espagne appuie l'organisation, annoncée par le Secrétaire général de l'ONU, d'un Sommet mondial sur les systèmes alimentaires en 2021. Selon nous, le FIDA a un rôle fondamental à jouer dans les préparatifs de ce Sommet et nous l'invitons à continuer de collaborer avec les organismes des Nations Unies et, en particulier, avec ceux ayant leur siège à Rome, ainsi qu'avec les États membres, pour que cette manifestation contribue à accélérer la transformation nécessaire des systèmes alimentaires du monde entier et, partant, la réalisation des ODD tout au long de cette Décennie d'action.

Je vous remercie.